



# VOIR L'AFRIQUE AVEC LES YEUX DU FUTUR

Pour l'avenir de l'Afrique, pour l'honneur de la France

11 Décembre 2018 - n°8

## LA FRANCE ET LA GRANDE-BRETAGNE COUPABLES D'AVOIR VOULU LAISSER MOURIR LE LAC TCHAD

Le 30 novembre, le professeur Horace Campbell, de l'université Syracuse de New York et de l'université du Ghana, a donné une conférence sur le thème « *Sauver le lac Tchad et unifier l'Afrique : l'inspiration de Kwame Nkrumah* » à l'Académie des arts et des sciences du Ghana. Présent à la conférence internationale sur le lac Tchad du 26 au 28 février 2018 à Abuja (Nigeria), qui a validé officiellement le projet Transaqua de revitalisation du lac Tchad, le professeur nous a fourni son document de travail, où il ne mâche pas ses mots. Nous l'avons traduit en partie.

Tout d'abord il y réfute les objections touchant aux moyens de financement, en montrant que l'immense richesse créée par le projet démultipliera les retombées économiques, dépassant les coûts de l'infrastructure elle-même :

« *Connecter les deux bassins [lac Tchad et Congo] avec des infrastructures pour le commerce et l'agro-industrie transformera l'économie et permettra de réinvestir pour le développement en Afrique (...) Ainsi l'on pourra connecter le Congo et la République centrafricaine, qui ont ensemble une valeur de 40 000 milliards de dollars de richesse. À l'intérieur de la zone qui serait connectée par des canaux, les routes et les zones de développement multifonctionnelles constitueraient*

*des ressources pour financer non seulement ce canal mais aussi d'autres projets de transfert d'eau. La richesse est donc empêchée à cause du manque d'infrastructure en Afrique (...) Les richesses du Congo peuvent être un catalyseur pour la paix. »*

Voilà pourquoi le professeur préconise « *une approche panafricaine, démocratique et volontariste* ». Tout en assurant « *la gestion des bassins du lac Tchad et du Congo* », on créera un « *tremplin pour la construction d'un système de canaux étendus à toute l'Afrique* ». Campbell propose huit projets qui « *devraient être construits pendant ce siècle* » :

1) le projet de transfert d'eau et de canal entre le fleuve Zambèze et le fleuve Limpopo – complétant le projet d'acheminement des eaux du Zambèze jusqu'à la province du Matabeleland dans le sud du Zimbabwe (Matabeleland Zambezi (MZWP)) ;

2) la gestion des eaux du delta de l'Okavango (Botswana) qui se jette dans le désert de Kalahari ;

3) le système de canaux panafricains reliant le fleuve Congo aux aquifères de la région ainsi que la revitalisation du lac Tchad ;

4) la liaison entre les ressources du bassin du bas-Sahara, le lac Tchad et la grande rivière artificielle (Lybie), qui utilise les vastes ressources du système aquifère des grès nubien (une des plus grandes réserves d'eaux souterraines du monde) ;

5) la connexion entre les bassins du Congo, du Tchad et du Nil ;

6) la connexion entre le lac Tchad et les systèmes de canaux au Niger ;

7) un système transsaharien de canaux ;

8) l'aménagement de l'aquifère du bassin de Lotikipi en Afrique de l'Est (nord-ouest du Kenya), ainsi que du bassin de Shebelli-Juba, qui occupe un tiers du territoire éthiopien, un tiers du Kenya et un tiers de la Somalie.

Mais c'est au moment de rappeler l'histoire de la CBLT (Commission du Bassin du Lac Tchad) que le professeur lance la polémique. Et ce, tant à l'encontre des institutions internationales telle que l'UNESCO que de la France elle-même, identifiée comme étant à l'origine de campagnes pseudo-environnementalistes contre les projets de transfert d'eau :

« *Les plus véhémentes des oppositions ont émané de groupes de réflexion et de chercheurs travaillant pour des institutions de recherche gouvernementales et autres institutions mondiales.* » Ces dernières ont « *seulement vu la nécessité de renforcer la 'résilience' des populations du bassin et de faire avec la quantité d'eau restante* », « *jusqu'au jour où le lac deviendra quasi inexistant* ». « *Cette position de la France a été parrainée sans équivoque par son Institut de Recherche pour le Développement (IRD) via une expertise collégiale d'un groupe de ces chercheurs. Les différentes publications [de ces derniers] semblent être devenues le point de référence pour la prise de décision des institutions financières considérées comme 'partenaires' de la CBLT. Le dénominateur commun de toutes ces publications a été leur affirmation selon laquelle il n'est nul besoin de projet de transfert d'eau et que les gens vivant dans le bassin trouveront des moyens de s'adapter à l'impact du changement climatique (...)* »

Poursuivant, le professeur Campbell n'y va pas de main morte : « *On estime à 40 millions le nombre de personnes dépendantes du lac Tchad pour la culture et l'élevage, la pêche et le commerce. La plupart des pays situés dans cette région sont parmi les plus exploités d'Afrique, l'État français s'acharnant à les contrôler (la langue officielle y est encore le français) à travers la manipulation monétaire, des accords commerciaux déséquilibrés, l'installation d'occupants (appelés 'experts'), l'occupation militaire, une arrogance culturelle et une intimidation intellectuelle.* »

L'universitaire n'est pas moins tolérant envers le gouvernement allemand, et notamment la *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH* (GIZ ou Agence allemande de coopération internationale), également partenaire de la CBLT avec l'IRD.

Le professeur Campbell rapporte que ce sont des institutions britanniques qui, en 1991, avait conseillé à la CBLT de laisser tomber le projet Transaqua « *pour des raisons de faisabilité technique, d'obstacles topographiques insurmontables et d'une pénurie possible d'eau dans la zone du bassin du Congo qui seraient mobilisée pour le projet Transaqua* ». C'est sur la base de cette recommandation de Mott MacDonald (Bureau britannique d'étude et de conseil en ingénierie multi-spécialisé) qu'un projet de plus petite envergure a été envisagé, pour pomper de l'eau depuis l'affluent de la rivière Oubangi. Un projet qualifié par MacDonald lui-même de « *plus modeste dans ses ambitions* » et de « *plus approprié* ».

Sur la base de cette suggestion, la CBLT a investi 5 millions de dollars pour financer une étude de faisabilité réalisée par la société canadienne CIMA. Mais voilà que tout en démontrant la faisabilité du projet Oubangi, l'étude a en même temps mis en évidence les coûts trop élevés et l'insuffisante quantité d'eau pour revitaliser le lac Tchad ! Ce n'est qu'en 2017, après un changement politique au Nigeria et à la tête de la CBLT et suite à la collaboration plus rapprochée de cette dernière avec l'Institut Schiller et les concepteurs de Transaqua, que ce sabotage des Britanniques a pris fin et que le projet a été adopté à la Conférence de février 2018 à Abuja.

---

## LE RWANDA SIGNE UN ACCORD NUCLÉAIRE AVEC LA RUSSIE

Au cours d'une visite officielle du ministre rwandais de l'Infrastructure, Claver Gatete, à Moscou, un accord intergouvernemental de coopération dans le domaine atomique a été signé entre les deux pays. « *Cet accord de coopération va poser les bases d'un dialogue actif entre nos deux pays dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique et permettra la mise en œuvre pratique de projets spécifiques* » a rapporté le journal *ESI Africa* dans son édition du 6 décembre.

Likhachev, le directeur général de Rosatom – qui a signé l'accord au nom de la Russie avec Gatete – a déclaré: « *Nous sommes heureux de partager nos plus de 70 années d'expérience dans le domaine de l'utilisation pacifique des technologies du nucléaire avec nos partenaires rwandais. Nous espérons que notre coopération dans ce domaine contribuera à la croissance économique et à améliorer le niveau de vie de la population rwandaise.* »

Selon *World Nuclear News*, ce document, qui pose la base légale pour la collaboration entre les deux pays sur un large panel de domaines, envisage notamment la construction d'un centre dédié à la science et à la technologie nucléaire ainsi qu'une centrale nucléaire dans la République du Rwanda.

---

## DU NÉO-COLONIALISME AU MALTHUSIANISME : LES DESSOUS PEU RAGOÛTANTS DE LA COP

Alors que la Pologne accueille la COP24, le mouvement des Gilets jaunes a mis en évidence l'insurmontable équation entre développement du niveau de vie et mesures de décarbonisation. Or l'Afrique est loin d'être épargnée par les folles théories des environnementalistes.

Connaissez-vous la théorie de Thomas Malthus, travaillant pour la couronne britannique au XIX<sup>ème</sup> siècle ? « Les ressources de notre planète augmentent moins vite que la population mondiale (dont la croissance s'effectue de manière exponentielle) ». Cette distorsion, le malthusianisme la résout par un raisonnement exclusivement linéaire, niant tout rôle de la découverte scientifique dans le potentiel de développement humain – celle qui, historiquement, nous a fait passer, dans le domaine énergétique, du bois au pétrole, du pétrole au charbon, et du charbon au nucléaire. La conclusion de Malthus est donc la suivante : à défaut d'agir sur les ressources, il faut agir sur la population... en la réduisant.

Darwin, dans son œuvre principale dont le titre complet est plus explicite : « *De l'Origine des espèces au moyen de la sélection naturelle, ou la préservation des races favorisées dans la lutte pour la vie* » commence par ces mots : « *Nous considérons la lutte pour l'existence*

*parmi les êtres organisés dans le monde entier, lutte qui, inévitablement, découle de la progression géométrique de leur augmentation en nombre. C'est la théorie de Malthus appliquée à tout le règne animal et tout le règne végétal.* » Appliqué à l'économie, cela ne s'appelle-t-il pas le libre-échange ? C'est à dire la loi du plus fort, la guerre de tous contre tous, ainsi légitimées par la science, pour le plus grand profit de l'Empire britannique...

Une histoire ancienne ? Pas vraiment. Présent à la COP de Copenhague en décembre 2009 pour le mouvement Solidarité et progrès avec cette campagne « *Le monde n'est pas surpeuplé, il est sous-développé* », l'auteur de ces lignes a pu assister à une conférence du Club de Rome et de la fondation Desertec, pour le moins révélatrice. Les acteurs de cette conférence faisaient alors la promotion d'un projet géant de panneaux solaires dans le désert du Sahara. L'objectif du projet : alimenter l'Europe (et non l'Afrique) en électricité...

Et voici qu'un « *expert* », armé de son powerpoint, présenta en détails les idées de Monsieur Malthus. Son troisième slide (voir la photo qui accompagne cette lettre) ne pouvait être plus clair : « *Comment 8 milliards d'êtres humains peuvent-ils vivre de manière durable sur cette planète qui compte déjà 5 milliards d'individus en trop ?* »

Il est intéressant de relever, à l'aune de ces faits, les propos d'un autre acteur actuel du pouvoir britannique, et non des moindres : le Prince Philip d'Edimbourg, époux de la reine d'Angleterre et... fondateur du WWF. Voici une croustillante citation de son livre *If I were an animal* (« *Si j'étais un animal* »), publié en 1986 : « *Je me demande ce que cela ferait d'être réincarné en une espèce animale en danger d'extinction. Quels devraient être ses sentiments envers l'espèce humaine dont l'explosion de population lui interdit en quelque sorte d'exister ? (...) Je dois confesser que je demanderais bien à être réincarné en virus particulièrement mortel* ». Et de persister et signer, alors qu'un autre jour on lui demandait de confirmer ses propos : « *En cas de réincarnation, je souhaiterais revenir sous la forme d'un virus mortel, afin de contribuer de quelque manière à résoudre le problème de la surpopulation.* »

Étonnant que cet argument de la surpopulation, n'ayant eu de cesse d'être propagé par tous les canaux possibles, ait eu à chaque fois à l'appui des images d'enfants africains mourant de faim ! Et même dans la bouche des prési-

dents français, dont Sarkozy et plus récemment Emmanuel Macron : « 63 % des adultes non éduqués aujourd'hui sont des femmes. C'est là l'origine profonde des inégalités entre les sexes. L'un des problèmes critiques que nous avons concernant la démographie africaine est le fait qu'il ne s'agit pas d'une fécondité choisie. Je dis toujours : 'S'il vous plaît, présentez-moi la dame qui a décidé, étant parfaitement instruite, d'avoir sept, huit, neuf enfants.' »

Est-il utile ici de rappeler que le continent africain est le moins peuplé de la planète ? Que la densité démographique de la République Démocratique du Congo est de 36 habitants par km<sup>2</sup> contre 100 pour la France, dont l'on entend pourtant peu dire qu'elle est surpeuplée ?

Nous réfutons ici toute approche malthusienne de l'économie. C'est en son nom que nombre d'écologistes, tout à fait consciemment ou inconsciemment, refusent aujourd'hui pour les pays du Sud le droit au développement dont les pays du Nord ont eu le privilège de bénéficier. Ce que le représentant des pays du G77, le soudanais Lumumba Di-Aping, avait d'ailleurs avec fracas dénoncé lors de la COP de 2009. Ce malthusianisme, qui considère la planète comme un gâteau à partager, qui postule que les ressources seraient par nature limitées et qu'il faudrait stopper la croissance démographique, est en opposition complète avec les concepts de « *potentiel de densité démographique* » et de « *flux de densité énergétique* » développés par l'économiste Lyndon Larouche<sup>1</sup>, qui se veulent à la fois les

indicateurs d'une société capable de nourrir et de faire travailler tous les habitants de cette planète. Des indicateurs prenant en compte les ressources nécessaires pour le futur par la recherche, la découverte scientifique et le progrès technologique. Ils étaient au cœur du combat des pays non-alignés et le sont aujourd'hui chez les BRICS.

1) Pour mieux comprendre ces deux notions il est indispensable de lire le livre de l'économiste américain Lyndon LaRouche : Alors vous vous tout savoir sur l'économie en accès libre ici : <https://www.solidariteetprogres.org/documents-de-fond-7/alors-vous-voulez-tout-savoir-sur/alors-vous-voulez-tout-savoir-sur-economie.html>

Voir l'Afrique avec les yeux du futur  
est une lettre d'information sur l'Afrique publiée tous les mardis.  
Directeur de publication : Sébastien Périmony  
Adresse : 1 rue de Lyon, 93800 Epinay sur Seine  
Téléphone : 06 14 17 48 74 ; courriel : [contact@afriquedufutur.com](mailto:contact@afriquedufutur.com)  
[www.afriquedufutur.com](http://www.afriquedufutur.com)

Abonnement mensuel : 10 euros par mois (classique) ; 20 euros par mois (soutien)  
Abonnement annuel : 100 euros par an (classique) ; 200 euros par an (soutien)  
Abonnement par virement ou par chèque à l'ordre de Sébastien Périmony  
IBAN : FR50 2004 1000 0169 6021 1C02 096 - BIC : PSSTFRPPPAR